

De nouvelles approches pour les zones infécondes connaissant l'insécurité alimentaire :

# Un besoin d'action novatrice et concertée

*La population mondiale a déjà franchi le cap des 6 milliards d'habitants. Elle est toutefois inégalement répartie entre ce qu'on appelle « le monde développé » et « le monde moins développé », le premier comptant moins d'un quart de la population de la planète mais contrôlant plus des deux tiers de l'économie mondiale. La tâche consistant à assurer la sécurité alimentaire pour tous d'ici à 2020 n'est pas gagnée d'avance si des politiques de réformes volontaristes ne sont pas mises en place.*

Atugonza L. Bilaro  
Université agricole Sokoine  
Morogoro, Tanzanie  
atubilaro@yahoo.com

La majorité des pauvres vit dans des zones marginales caractérisées par une grave dégradation des sols, la sécheresse, le manque d'infrastructure, l'inadéquation des marchés, l'absence d'accès à l'information et l'insuffisance de soutien gouvernemental. Les pauvres vivant en milieu rural sont également confrontés à une forte concurrence dans la mesure où les marchés locaux sont inondés de produits importés venus du monde développé au nom de « la libéralisation des marchés ». Ces produits, bénéficiant généralement d'un conditionnement « moderne » attrayant, sont vendus moins cher que les produits locaux et sont privilégiés par la nouvelle classe moyenne, si bien que les pauvres sont dans l'impossibilité de mettre leurs produits sur le marché.

La majorité des exploitants agricoles de l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie entrent dans cette catégorie et se situent normalement à l'échelon le plus bas de ce qu'on appelle les systèmes mondiaux du commerce agricole. Ils ont en commun la taille de leur exploitation qui, dans la plupart des cas, dépasse rarement les 5 hectares et est de moins en moins viable en tant qu'unité économique et sociale durable. Dans ces zones infécondes, les familles agricoles sont de plus en plus exposées à une pénurie de vivres. La croissance démographique, le recul des terres cultivables, la dégradation et la moindre fertilité des sols, ainsi que la pauvreté croissante contribuent à aggraver l'insécurité alimentaire. En conséquence, les défrichements illicites se multiplient, de nouvelles terres étant ouvertes à la culture, cultivées pendant quelques années puis abandonnées peu après avoir perdu leur fertilité.

Dans les zones marginales, pour augmenter la production alimentaire de manière à subvenir aux besoins d'une population croissante, on pratique la culture intensive qui nécessite le débroussaillage et contribue à dégrader l'environnement. En conséquence, l'augmentation de la production alimentaire et la réduction des effets de la dégradation environnementale deviennent des objectifs antagonistes. L'explosion démographique pousse à

n'utiliser que de façon limitée les pratiques traditionnelles d'amélioration des sols telles que la culture itinérante et la jachère arborescente. La pauvreté force les exploitants agricoles à utiliser la même parcelle de terre sans qu'ils investissent dans la fertilisation. En conséquence, pour survivre, les pauvres contribuent au phénomène de désertification qui affecte aujourd'hui la vie et les moyens de subsistance de plus de 2 milliards de personnes vivant dans les terres sèches qui couvrent 40 pour cent de la surface du globe. L'amélioration de la sécurité alimentaire des pauvres exploitants agricoles vivant dans les zones infécondes nécessite la promotion d'idées novatrices.

## La situation actuelle des petites exploitations agricoles

Les petites exploitations agricoles jouent un rôle important dans le maintien de la sécurité alimentaire. En Afrique, elles représentent plus de 90 pour cent de la production agricole. Toutefois, celles qui se situent dans les régions marginales sont celles qui sont les moins aidées dans tous les pays. Elles sont essentiellement habitées par de petits exploitants agricoles majoritairement pauvres et que rien ne pousse à investir dans l'amélioration des sols ou à utiliser du germoplasme amélioré. Les exploitations agricoles en zones peu productrices sont confrontées à de nombreux problèmes (recul de l'aide



Photo: Bilaro

internationale au développement et manque de variétés végétales améliorées résistant à la sécheresse et à la maladie, par exemple). Pour bénéficier des résultats de la recherche qui est souvent motivée par les besoins des exploitations privatisées, elles entrent en concurrence avec les grosses exploitations agricoles, ce qui contribue grandement à élargir le fossé qui existe entre exploitants agricoles des pays à revenus élevés et des pays à faibles revenus en ce qui concerne l'accès aux nouvelles techniques de production. Cela se traduit par de grosses difficultés économiques, environnementales et sociales pour les millions d'exploitants pauvres. Malgré le peu de compétences et de moyens dont ils disposent, les exploitants agricoles doivent résoudre le problème de l'amélioration de la productivité de leurs terres, par exemple en élevant de petits ruminants, en adoptant des méthodes de récupération de l'eau et en investissant dans des techniques abordables d'amélioration de la fertilité des sols. Pour améliorer de manière durable la sécurité alimentaire dans ces régions, il faut intégrer la science moderne dans les systèmes de subsistance traditionnels. Il faut également mettre en place une politique socio-économique cohérente pour essayer d'atteindre l'objectif commun d'amélioration de la productivité des terres marginales.

### Intégration des approches scientifiques

Grâce à la science, le monde a pu résoudre de nombreux problèmes. Pour être pertinente, la science doit être axée sur des besoins particuliers. L'approche scientifique doit donc être conçue pour s'attaquer à des problèmes tels que la salinité du sol ou la pression exercée par les maladies et la sécheresse. Depuis de nombreuses années, les chercheurs essaient de trouver des solutions pour les exploitants agricoles pauvres en ressources et qui n'ont pas les moyens

d'acheter des intrants tels que les semences améliorées ou d'appliquer des techniques de gestion du sol et de l'eau nécessitant un important investissement initial. De nouvelles variétés de haricot, de manioc, de maïs, de gesse commune, de patate douce à chair orange, de millet, de riz, de sorgho et de blé à haut rendement et résistant au stress et à la maladie contribuent déjà à améliorer la sécurité alimentaire dans certaines des régions du monde les plus pauvres et les plus exposées à la désertification.

De nouvelles méthodes telles que le système participatif d'information géographique (SPIG) renforcent considérablement la capacité des communautés à faire valoir leurs droits sur les ressources naturelles et à protéger leurs connaissances et leur sagesse traditionnelles. Le SPIG est axé sur le renforcement du pouvoir de la communauté grâce à l'application de technologies géospatiales mesurées, axées sur la demande, conviviales et intégrées.

### Des technologies abordables

L'amélioration des méthodes de gestion des ressources naturelles exige la protection de la base biophysique de l'agriculture, de la biodiversité, des forêts, du bétail, du sol et de l'eau, autant d'aspects qui sont cruciaux pour répondre aux menaces de la désertification. Ces dernières années, de nouvelles technologies d'amélioration des sols et de conservation de l'eau ont été mises au point, testées et reconstruites adaptées aux conditions des agriculteurs disposant de peu de ressources et vivant dans les zones marginales. Par exemple, certaines structures de conservation de l'humidité telles que les sillons cloisonnés et certains instruments permettant un travail minimal du sol sont utiles et permettent un développement normal des cultures dans les régions où les chutes de pluie sont irrégulières. Parallèlement, des cultures à vocations multiples ont été identifiées et peuvent servir à améliorer le sol grâce à la fixation de l'azote de l'air, supprimer certaines variétés de mauvaises herbes, fournir des aliments destinés à la consommation humaine et animale et produire des revenus. Les plantes vivaces (le manioc, par exemple) qui exigent peu d'engrais peu-

vent changer la vie des pauvres. Le manioc à l'avantage d'être relativement peu exigeant et de se plaire sur des terres pauvres, voire épuisées. Il contribue à la sécurité alimentaire de nombreux villageois exposés à la malnutrition. Pour les exploitants agricoles vivant en zones périurbaines, c'est une culture commerciale intéressante pour laquelle le marché est florissant.

En Afrique occidentale, de nouvelles techniques telles que celle qui consiste à appliquer de petites quantités d'engrais (microdosage) peuvent améliorer de 30 à 50 pour cent le rendement de céréales. La culture du cactus dans la région du Maghreb améliore le revenu des exploitants agricoles pauvres et offre des sources supplémentaires d'aliments pour les animaux. Parallèlement, elle contribue à freiner l'érosion éolienne et à stabiliser les dunes de sable. En Afrique orientale, l'amélioration des pratiques agroforestières contribue à régénérer les sols appauvris et fournit des aliments pour les animaux. En Afrique australe et orientale, des programmes de gestion des bassins hydrographiques réduisent l'érosion du sol et améliorent le rendement des cultures.

### Des approches socio-économiques

Les pratiques agricoles actuelles sont déterminées par le peu de ressources disponibles et par l'insuffisance de l'infrastructure marchande qui forcent les exploitants agricoles à pratiquer la production de subsistance pour la consommation domestique et à élever d'importants troupeaux d'animaux en prévision des périodes de sécheresse. Les solutions durables doivent tenir compte de la nécessité d'avoir accès aux marchés, à l'information et au crédit, y compris aux capacités d'entreprendre pour faire face aux habitudes et aux comportements changeants de la population en matière d'alimentation. La croissance démographique rapide, qui a une incidence majeure sur les besoins alimentaires, doit être contrôlée.

### Problèmes de fonds concernant la lutte contre la désertification

Les approches participatives sont considérées comme le moyen le plus durable d'atteindre des objectifs à long terme. La participation locale à la formulation et la mise en œuvre d'une politique assure une responsabilité mutuelle et crée un sentiment d'appropriation. Les politiques de gestion des ressources naturelles doivent s'appuyer sur un point de vue local et per-



Petites parcelles d'exploitations agricoles sur les pentes des monts Uluguru, en Tanzanie.

Photo: Bilaro



L'échange d'informations entre les exploitants agricoles et les chercheurs est indispensable pour la mise au point de technologies appropriées et abordables.

mettre de consulter la population locale. La diffusion des connaissances, le dialogue politique et la consultation sont les éléments clés des efforts gouvernementaux visant à lutter contre la désertification. L'expérience montre que les connaissances locales et les stratégies de survie adaptées aux conditions locales sont vitales pour donner aux pauvres les moyens de faire face aux problèmes de la sécheresse récurrente, de la désertification et des contraintes de production connexes.

Les politiques en faveur des pauvres doivent donc être axées sur l'appropriation locale des ressources et doivent miser sur la croissance économique, sur l'émancipation et la disponibilité effective de biens publics. Des programmes spéciaux d'amélioration des zones marginales doivent être mis en place par les administrations concernées. Il faut accorder une priorité absolue à la valorisation des produits venant de ces régions et au développement commercial permettant de les absorber car c'est ce qui attirera des investissements fiables, entraînera une standardisation des produits et se traduira par des prix plus intéressants et des avantages concurrentiels sur les produits importés. L'application de nouvelles mesures d'incitation aux systèmes d'approvisionnement en semences et la réglementation du commerce donnant la possibilité de promouvoir la production locale de semences, comme l'a fait la FAO avec les semences de qualité déclarée, stimuleront la production grâce à l'utilisation de semences améliorées.

### Valorisation des produits locaux – le cas du manioc

La transformation des récoltes garantit une disponibilité hors saison grâce à une plus longue durée de conservation, une amélioration de la qualité des produits et par conséquent des prix plus intéressants. Elle permet la diversification des produits et par conséquent une utilisation multiple et une consommation accrue. Par exem-

ple, un nombre croissant de produits (allant des aliments destinés à la consommation animale à l'amidon utilisé dans les industries papetière, alimentaire et textile) sont tirés du manioc. Le conditionnement permet de disposer de produits prêts à l'emploi tout en réduisant l'aspect encombrant de la récolte.

Aujourd'hui, dans les zones urbaines de plus en plus peuplées, les marchés et les nouvelles technologies offrent aux consommateurs des produits à base de manioc qui sont prêts à l'emploi. On en trouve de bons exemples aux Antilles, dans le Pacifique et en Amérique du Sud, notamment au Brésil, premier producteur mondial de manioc. Ce dernier est transformé de diverses façons, souvent à échelle industrielle. Les produits (chips, gâteaux, plats congelés) sont vendus en magasins. La farine de manioc est utilisée en remplacement partiel de la farine de blé pour la fabrication du pain traditionnel. En 2002, le Congrès brésilien a adopté une loi rendant obligatoire l'utilisation de 20 pour cent de farine de manioc dans la pâte à pain. Cette loi a pour objectif de réduire les importations coûteuses de blé et de promouvoir le potentiel commercial des cultures locales. L'Afrique reste à la traîne à cet égard, bien que les boulangers nigériens soient tenus d'utiliser 10 pour cent de farine de manioc dans leur pain.

Des chercheurs d'Amérique latine ont élaboré un certain nombre de techniques visant à étendre à trois ou quatre semaines la durée de conservation des racines de manioc. Le manioc présente également un intérêt potentiel comme aliment pour les animaux d'élevage. Au Cameroun, par exemple, les chercheurs estiment que les éleveurs de volaille pourraient réduire de 40 pour cent leurs coûts de production en

utilisant le manioc dans l'alimentation de leurs poulets.

Toutefois, l'amélioration des techniques de transformation est cruciale pour la réduction significative des coûts de production et pour l'amélioration des revenus des producteurs et des transformateurs. Pour que les produits provenant des zones marginales deviennent plus concurrentiels sur les marchés locaux et internationaux, des investissements majeurs sont indispensables, aussi bien au niveau des techniques qu'à celui de l'organisation du marché. Lorsque ces conditions seront remplies, ces cultures joueront non seulement un rôle en ce qui concerne la sécurité alimentaire mais ils deviendront également un moteur du développement rural et de la génération de revenus.

### Conclusion

En Afrique, l'agriculture est caractérisée par la faiblesse de ses liens avec les marchés et les facteurs de production externes, et il en est de même pour d'autres parties du monde. La tâche consistant à assurer la sécurité alimentaire pour tous d'ici à 2020 n'est pas gagnée d'avance si des politiques de réformes volontaristes ne sont pas mises en place. Il est urgent d'admettre que les pauvres vivant en milieu rural sont des acteurs importants du processus de développement et de promouvoir leurs forces, compétences et potentiels en faisant en sorte qu'ils aient plus facilement accès à différentes formes de capital (humain, social, financier, matériel et naturel) pour améliorer leurs moyens de subsistance. Cela sera possible en créant des macro conditions favorables au développement agricole et rural et présentant des avantages comparatifs spécifiques pour la promotion de liens positifs entre microéconomie et macroéconomie.

Il est par conséquent indispensable que des solutions durables applicables aux zones marginales reconnaissent que les hommes comme les femmes, notamment dans les ménages pauvres, peuvent s'engager dans des activités diverses qui amélioreront leurs moyens de subsistance en optimisant les activités rémunératrices tout en réduisant au minimum leur vulnérabilité. Ces activités pourront être agricoles ou non et souvent liées avec celles de ménages ruraux et non ruraux. L'efficacité et la rentabilité de ces divers systèmes de subsistance seront toutefois variables, en fonction du climat général de développement, de l'accès de chaque membre du ménage à ses avoirs et au contrôle qu'il exerce sur eux, de ses rôles en matière de production et de reproduction et de ses responsabilités, de ses capacités et de ses liens avec d'autres acteurs ruraux et urbains.

#### L'auteur

Atugonza L. Bilaro vit en Tanzanie. Il prépare un M.Sc. en sélection végétale à l'université agricole Sokoine de Morogoro, en Tanzanie.